

Biographie du nouveau président Andry Nirina RAJOELINA

Malagasy Sambatra Masa Ofisialy – 13/01/19



Andry Rajoelina né le 30 mai 1974 à Antsirabe, est un homme d'État malgache, Chef d'entreprise, il est élu maire d'Antananarivo en 2007. Il mène le mouvement de contestation aboutissant à la crise politique de 2009 et au renversement du président Marc Ravalomanana. À la suite de ces événements, considérés comme un coup d'État par l'essentiel de la communauté internationale, il devient président de la Haute autorité de la transition, de facto chef de l'État. Il quitte le pouvoir en 2014, après que sa candidature à l'élection présidentielle est invalidée par le pouvoir judiciaire.

Il reste cependant président de son parti, le MAPAR, et se présente à l'élection présidentielle de 2018, qu'il remporte au second tour face à Marc Ravalomanana.

BIOGRAPHIE

Famille

Andry Nirina Rajoelina est né au sein de l'ethnie merina des Hauts-Plateaux de Madagascar. Son père, le colonel Roger Yves Rajoelina, est officier dans l'armée malgache.

Il est marié avec Mialy Razakandisa, fille de la femme d'affaires Nicole Razakandisa.

Carrière professionnelle

En 1994, Andry Rajoelina commence sa carrière dans le secteur de l'événementiel, étant occasionnellement disc jockey, il organise et anime les concerts « Live ». En 1998, grâce au soutien de la société de capital-risque Fiaro, filiale de la compagnie d'assurances de l'État ARO, il crée l'entreprise d'impression numérique et de gestion de panneaux publicitaires Injet, et en devient ensuite propriétaire à 100%. Celle-ci est la première entreprise à Madagascar à acquérir la technologie d'impression grand format ce qui lui permet de rapidement dominer le marché de l'affichage publicitaire. Il rachète aussi la société Domapub spécialisée dans la publicité et la communication.

En 2003, Andry Rajoelina est nommé meilleur manager de l'année par la BNI, et gagne un crédit à taux zéro auprès de cette banque en récompense. Il investit alors dans un parc de panneaux publicitaires Trivision lumineux, mais l'année suivante, les autorités malgaches lui refusent la pose de ces nouveaux panneaux.

En 2007, Andry Rajoelina élargit ses investissements dans les médias en rachetant la radio et chaîne de télévision Ravinala, propriété de l'homme politique Norbert Ratsirahonana, qu'il rebaptise Viva.

Maire d'Antananarivo

Le 3 novembre 2007, Andry Rajoelina annonce qu'il est candidat à la mairie de la capitale de Madagascar, et crée l'association Tanora malaGasy Vonona ou TGV (traduction : Jeunes Malgaches prêts). Il se déclare indépendant et non affilié à l'opposition. Le 12 décembre 2007, il est élu maire de Tananarive avec 63,3 % des voix face au candidat du parti au pouvoir Tiako I Madagasikara (TIM), parti favori.

Andry Rajoelina annonce que la mairie est endettée à hauteur de 8,2 milliards de MGA (environ 3 millions d'euros). Au début de janvier 2008, des coupures de l'éclairage public et de l'approvisionnement en eau des bornes fontaines perturbent la stabilité de la ville. La JIRAMA, « JIro sy RAno MALagasy », compagnie nationale d'électricité (Jiro, littéralement « lumière ») et d'eau (Rano), réclame à la commune des arriérés de paiements s'élevant à 3,3 milliards MGA. Déduits de 717 millions MGA de taxe communales, les arriérés sont ramenés à 2,58 milliards MGA (environ 950 000 €). Il s'avère par la suite que la JIRAMA doit elle-même une somme plus importante à la mairie que ce qu'elle lui réclamait, ce qui permet de résoudre instantanément une coupure d'eau de 5 jours dans la ville.

Lors de son mandat, il pilote l'informatisation des services de la mairie. Il promet l'installation d'un représentant de la mairie dans tous les conseils de quartier pour prévenir les phénomènes de corruption. En 2008, il lance les travaux de reconstruction de l'Hôtel de ville de Madagascar, brûlé 36 ans plus tôt, et propose une collecte communale pour réunir les fonds nécessaires aux travaux de finitions.

À la tête de la capitale, il affirme que les pratiques du pouvoir entravent administrativement et financièrement l'exercice de son mandat. C'est le début du bras-de-fer entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Le 17 décembre 2008, après l'arrêt des émissions de la chaîne de télévision Viva TV, ordonné par le gouvernement à la suite de la diffusion de l'interview de l'ancien président Didier Ratsiraka, Andry Rajoelina exige la réouverture de sa chaîne télévisée et lance un ultimatum au gouvernement qui expire le 13 janvier 2009. Il prend alors la tête d'un vaste mouvement de contestation du régime Ravalomanana dans la capitale.

CRISE de 2009

Andry Rajoelina s'inscrit dans l'opposition politique depuis son projet de panneaux publicitaires lumineux trivision bloqués en 2003 par les autorités gouvernementales, et de la coupure d'eau générale de 5 jours suivant son accession à la mairie. De nombreux industriels malgaches lésés par l'État-Tiko se sont rangés derrière Andry Rajoelina qui personnifie la fronde anti-présidentielle, surtout suite aux fermetures par les autorités de sa télévision et de sa radio Viva les 17 décembre 2008 et 26 janvier 2009.

Le 17 janvier 2009, Andry Rajoelina dénonce les emplois fictifs de sa mairie servant à rémunérer les cadres de la société Alma, et présente une liste des infractions du président Ravalomanana dont la facture s'élève à 240 milliards d'ariary. Le 26 janvier, il appelle à une grève générale qui dégénère en émeutes et en pillages, notamment des sociétés liées au groupe Tiko. Le 31 janvier, Andry Rajoelina s'autoproclame « en charge des affaires du pays », accusant le président Ravalomanana de haute trahison et de violations graves et répétées de la Constitution, et invoquant l'article 126 de ce texte pour lui faire retirer légalement ses pouvoirs. Le 2 février, il dépose une demande officielle de destitution du président Ravalomanana. Le 3 février, il est destitué de ses fonctions de maire d'Antananarivo par le ministère de l'Intérieur.

Le 7 février 2009, maintenant sa demande de destitution du président de la République, Andry Rajoelina organise une nouvelle manifestation sur la place du 13-Mai. Les dirigeants du « mouvement orange » proclament la mise en fonction d'une Haute autorité de la transition avec Andry Rajoelina à sa tête. Les partisans se dirigent ensuite vers le palais présidentiel, pourtant classé zone rouge par les autorités, pour faire valoir leurs revendications. Plusieurs dizaines de manifestants sont tués par les tirs de la garde présidentielle.

Le 6 mars 2009, sous le coup d'un mandat d'arrêt, Andry Rajoelina se réfugie à l'ambassade de France. La semaine suivante, les représentants de l'armée malgache transmettent à la télévision un ultimatum de 72 heures aux autorités politiques pour trouver une sortie de crise. Le 17 mars 2009, l'armée envahit le palais présidentiel déjà abandonné par le gouvernement et son président, réfugié dans une résidence hors de la ville et ayant annoncé dans la matinée sa démission. L'Union africaine condamne l'invasion du palais présidentielle, la qualifiant de « tentative de coup d'État ». Rajoelina insiste sur le fait que la capture du palais n'était pas un coup d'État. Le 18 mars, le directoire militaire désigne Andry Rajoelina pour diriger la transition politique. Le Parlement démocratiquement élu est suspendu. Le 19 mars, la Cour constitutionnelle entérine cette nomination.

Président de la Haute Autorité de transition

Le 21 mars 2009, Andry Rajoelina prête serment en qualité de président de la Haute Autorité de la transition dans le stade municipal de Mahamasina à Antananarivo. La communauté internationale demande alors que se tiennent des élections le plus rapidement possible pour rétablir l'ordre démocratique et constitutionnel. Le 8 août 2009, sous la pression de la SADC, des accords de partage du pouvoir avec les factions des anciens présidents Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et Albert Zafy sont signés, appelés « accords de Maputo », ainsi qu'un acte additionnel à Addis-Abeba.

Dès le début de la crise, les États-Unis sont hostiles au mouvement de contestation populaire mené par Andry Rajoelina, voyant d'un mauvais œil le départ d'un président souvent aligné avec les intérêts économiques américains. Après l'investiture d'Andry Rajoelina à la présidence de la transition le 17 mars 2009, Washington coupe ses aides non humanitaires et suspend les programmes AGOet MCC de Madagascar. Le 17 février 2009, Niels Marquardt, alors ambassadeur des États-Unis à Madagascar, qualifie Andry Rajoelina d'« idéaliste, émotif et inflexible », et affirme: « Sachant qu'il n'obtiendra jamais cela (le pouvoir) en négociant, il choisit la rupture avec une approche de confrontation ». La France ne reconnaît pas tout de suite la légitimité du mouvement de 2009, mais maintient ses aides au nouveau gouvernement de transition. L'Union africaine suspend l'adhésion de Madagascar à l'organisation. La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ne reconnaît pas non plus la nouvelle présidence de transition. D'abord interdit à la tribune de l'Onu en 2009, Andry Rajoelina intervient lors de la 66e session de l'Assemblée générale des Nations unies le 23 septembre 2011 à New York, marquant ainsi la reconnaissance internationale de son statut de président de la Haute Autorité de la Transition de la République de Madagascar. Le lendemain, il est reçu par Ban Ki-moon, alors secrétaire général de l'ONU, pour discuter de la mise en place de la feuille de route du 16 septembre 2011.

Andry Rajoelina rejette la notion de coup d'État et parle de « soulèvement populaire ». Il argumente que l'événement aurait été un coup d'État si le précédent président n'avait pas démissionné, et rappelle la légalité du transfert du pouvoir corroboré par l'ordonnance 2009-001 du 17 mars 2009. Il affirme également que la seule entorse constitutionnelle lors de la passation a été réalisée par son opposant, qui aurait dû légalement remettre le pouvoir au Sénat, et non à un directoire militaire. Le chercheur Adrien Ratsimbaharison considère aussi que « cette thèse du coup d'État était le cheval de bataille des partisans de l'ancien président (ce serait en fait la pièce maîtresse même de leur stratégie de reconquête du pouvoir) ». A contrario, le constitutionnaliste Jean-Éric Rakotoarisoa concède qu'il s'agit d'un coup d'État, Le Monde rappelant également que le camp de Rajoelina a voulu lui donner des « apparences légales », bien que soutenu par l'armée.

Politiques menées

Dès son accession au pouvoir, il annule la gigantesque cession agricole promise à Daewoo par son prédécesseur.

Le 22 décembre 2009, Andry Rajoelina dénonce les accords de Maputo 1. Les parties concernées ont du retourner à Maputo pour trouver un nouveau consensus en vue des Accords de Maputo 2, un plan de sortie de crise. Ces accords signés, un nouveau gouvernement de consensus et d'union nationale a été nommé, dirigé par le Premier Ministre Camille Vital. Une feuille de route est signée en septembre 2011 par tous les membres du gouvernement de transition, dont l'objectif est de mener le pays vers des élections libres et vers une sortie de la crise. La communauté internationale impose à la présidence de transition de gouverner quatre mouvances politiques, ce qui handicape lourdement les avancées et empêche la mise en place de grands chantiers.

Son mandat est caractérisé par la gestion tendue de la crise malgache de 2009 : faire accepter aux partis politiques du pays le nouveau gouvernement, s'aligner avec les arbitres internationaux pour débloquer les sanctions liées à la prise de pouvoir sans élection démocratique, et organiser une nouvelle élection présidentielle qui symbolise la sortie de la crise. L'élection présidentielle a lieu en 2013. Le Mapar, la nouvelle formation politique d'Andry Rajoelina, appuie la candidature d'Hery Rajaonarimampianina qui remporte les scrutins et accède à la présidence.

Entre 2009 et 2013, dans un contexte de forte instabilité politique due à la crise, la croissance du PIB est moins forte qu'auparavant. La proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté augmente de quelque 10 points de pourcentage pour s'établir à 92 % en 2013, tandis que d'autres indicateurs se détériorent (augmentation de la malnutrition aiguë chez les enfants et du nombre d'enfants non-scolarisés) et que des problèmes sociaux s'accroissent (insécurité, chômage, inflation, affaiblissement de l'état de droit, progrès limités sur le front anti-corruption). Les recettes du tourisme, une des principales ressources économiques à Madagascar, ont diminué de 50 %, en 2009, en raison de l'instabilité politique.

Plusieurs actes de mutineries interviennent dans l'armée, qui l'a porté au pouvoir en 2009. Un affaiblissement de la liberté de la presse est soulignée, avec l'arrestation ou l'intimidation de journalistes.

Selon le journal La Dépêche de Madagascar et l'ONG Transparency International, Andry Rajoelina, ainsi que Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina, ont facilité les exportations de masse de bois de rose vers la Chine.

L'essayiste Olivier Vallée met en avant les réalisations « plutôt exceptionnelles » sous le régime de Rajoelina au vu de l'isolation économique post-crise : création d'hôpitaux dans les grandes villes (avec l'aide des Chinois), extension du réseau routier, augmentation du nombre de fonctionnaires et de militaires.

Élection présidentielle de 2013 et départ

En janvier 2013, il a annoncé sa décision de ne pas se présenter aux élections générales de 2013, mais en mai 2013, il a annulé cette décision et présenté sa candidature. En août 2013, un tribunal électoral spécial avait statué que sa candidature était invalide et que Rajoelina ne serait pas autorisé à se présenter aux élections de 2013. Après quatre ans de « transition », l'élection présidentielle couplée à des élections législatives est organisée fin 2013. En accord avec

la communauté internationale, le président Rajoelina renonce à se porter candidat à la condition que son adversaire, l'ancien président Marc Ravalomanana alors en exil en Afrique du Sud renonce lui aussi à se présenter (règle du « Ni-Ni »). Les partisans de Andry Rajoelina se regroupent au sein d'une plate-forme dénommée MAPAR (Miaraka Amin'i Presidà Andry Rajoelina). Il apporte son soutien à la candidature de son ministre des Finances, Hery Rajaonarimampianina. Le MAPAR obtient la majorité des sièges à la nouvelle Assemblée nationale tandis que Hery Rajaonarimampianina accède à la magistrature suprême au second tour. L'accession d'un président démocratiquement élu marque officiellement la sortie de la crise politique malgache qui aura duré quatre ans. La passation de pouvoir a lieu le 24 janvier 2014.

Sous la présidence Rajaonarimampianina

Andry Rajoelina se distance rapidement d'Hery Rajaonarimampianina qui choisit une politique de réconciliation avec le clan Ravalomanana dès son accession au pouvoir. Se sentant trahi, il choisit de se concentrer sur sa propre candidature à l'élection présidentielle de 2018. Fin 2014, il se met en retrait de la vie politique et s'établit en France.

Le 26 janvier 2018, il présente à Paris un projet pour le développement de Madagascar, l'« initiative pour l'émergence de Madagascar » (IEM). Il déclare alors : « il faut sortir de l'improvisation qui a caractérisé les mandats précédents, à commencer par le mien ».

Élection présidentielle de 2018

Le 1er août 2018, il se déclare candidat à l'élection présidentielle de 2018.

Pendant la campagne, il assure pouvoir rattraper le retard économique du pays (5e pays le plus pauvre du monde) en cinq ans, et refaire de Madagascar un pays exportateur de riz. Il porte l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar (IEM) comme principal projet présidentiel, reconnaît une part de responsabilité dans l'échec de stabilité politique suite à la présidentielle de 2013, et affirme avoir passé les quatre dernières années à préparer son retour sur la scène politique malgache. Son plan économique repose en partie sur une exploitation plus importante et plus équitable des minerais sur la Grande île. Son programme comprend la transformation des provinces de Tamatave et Mahajanga en « Miami et Côte d'Azur » des côtes malgaches et « vouloir continuer à recourir aux aides internationales notamment pour les projets sociaux et d'infrastructures ».



Proclamation des résultats officielles à la HCC - La Tribune de Diego - Cyber Diego Com